

**ARRETE MUNICIPAL PORTANT INTERDICTION  
TEMPORAIRE DE REGROUPEMENTS SUR  
CERTAINES PARTIES DU DOMAINE PUBLIC DE  
17 HEURES A 6 HEURES DU 1<sup>er</sup> OCTOBRE 2022  
JUSQU'AU 31 MARS 2023**

**Mairie  
de Saint-Denis**

**Boîte postale 269**

**93205 Saint-Denis**

**cedex**

**TELEPHONE :**

**01 49 33 66 66**

**TELECOPIE :**

**01 49 33 69 69**

**SITE INTERNET :**

**[www.ville-saint-denis.fr](http://www.ville-saint-denis.fr)**

Tous les courriers doivent être  
adressés Impersonnellement  
à Monsieur le Maire.

**Le Maire de la Ville de Saint-Denis,**

**Vu** le code général des collectivités territoriale,  
notamment ses articles L 2212-1, L2212-2 et suivants,

**Vu** le code de la santé publique, notamment ses  
articles L3341-1 et suivants et R1336-4 et suivants,

**Vu** le code pénal, notamment ses articles R610-5,  
R623-2 et 431-3,

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 99-5493 du 30 décembre  
1999 relatif à la lutte contre le bruit, modifié par  
l'arrêté préfectoral n° 00-2796 du 18 juillet 2000,

**Vu** l'arrêté municipal du 29 mars 2022 portant  
interdiction temporaire de regroupements sur  
certaines parties du domaine public (secteur  
« Emaillerie ») de 17 heures à 6 heures, jusqu'au 30  
septembre 2022,

**Vu** les rapports de mise à disposition et les rapports  
d'information dressés par la police municipale,  
portant sur des constats d'infractions commises dans  
le périmètre visé par le présent arrêté,

**Vu** les procès-verbaux de contravention pour non-  
respect de l'arrêté municipal du 29 mars 2022  
susvisé,

**Vu** le plan ci-annexé,

publié le 30/09/2022

**Considérant** que, depuis plusieurs années, les services de la police municipale constatent fréquemment, à des heures tardives, des regroupements, attroupements spontanés et non autorisés de personnes, dont certaines sont alcoolisées ou consomment des produits stupéfiants, donnant lieu à diverses nuisances sonores et pollutions (barbecues sur l'espace public, dépôts sauvages de déchets, regroupements autour de stationnements gênants...) au sein du secteur formé :

- par l'allée des Six Chapelles jouxtant le jardin Pierre de Montreuil au sud,
- par le passage du Moulin Choisel et la portion de la rue Jean Jaurès reliant la place du Caquet à la rue de Strasbourg au nord,
- par la rue de l'Emaillerie et la place Saint Eloi à l'ouest,
- par la rue de Strasbourg à l'est,
- et par les passages Saint-Barthélemy, Pierre Abélard et Héloïse au centre,

**Considérant** que ces regroupements, attroupements créent notamment des nuisances sonores de jour et aussi jusqu'à très tard dans la nuit et du tapage nocturne, générant ainsi de graves troubles de voisinage et portant atteinte à l'ordre public,

**Considérant** qu'il ressort des rapports de police précités que ces regroupements et attroupements, au-delà de créer de graves troubles de voisinage et à l'ordre public, présentent régulièrement un caractère éminemment dangereux en menaçant la sécurité des personnes, à l'instar de regroupements nocturnes s'étant soldés par :

- des jets de pavés ou de bouteilles en verre sur les agents de police municipale,
- des tirs de mortiers, ayant donné lieu, pour l'un d'entre eux, à l'incendie et l'évacuation d'un immeuble,
- une agression au couteau,

**Considérant** qu'il résulte également des rapports précités que ce danger pour la sécurité des personnes est encore accru par la présence régulière dans l'espace public, sur ce même secteur, de personnes porteuses d'objets prohibés, qu'il s'agisse d'armes blanches ou encore des munitions de 22 long rifle retrouvées dans un parking,

**Considérant** que, s'il ressort des rapports susvisés que la police municipale met régulièrement depuis 2019 des individus à disposition de l'officier de police judiciaire territorialement compétent pour détention, acquisition, usage et transport de produits stupéfiants sur ce même secteur, ce phénomène s'est encore densifié au cours de l'année 2022, comme en témoignent les interpellations d'individus en train de vendre, d'acheter ou de dissimuler du cannabis sur l'espace public du secteur concerné,

**Considérant** que les rapports de police municipale précités établissent que les riverains subissent depuis plusieurs années ces graves troubles du voisinage et ces nuisances,

**Considérant** que pour mettre fin à ces troubles, un arrêté municipal du 29 mars 2022 a interdit tous regroupements et attroupements de personnes entraînant des occupations abusives, prolongées du domaine public, entravant la libre circulation des personnes et des véhicules, générant des troubles de voisinage et portant atteinte à la tranquillité de 17 heures à 6 heures du matin, à compter de son entrée en vigueur et jusqu'au 30 septembre 2022, sur le périmètre délimité :

- par l'allée des Six Chapelles jouxtant le jardin Pierre de Montreuil au sud,
- par le passage du Moulin Choisel et la portion de la rue Jean Jaurès reliant la place du Caquet à la rue de Strasbourg au nord,
- par la rue de l'Emaillerie et la place Saint Eloi à l'ouest,
- par la rue de Strasbourg à l'est,
- et par les passages Saint-Barthélemy, Pierre Abélard et Héloïse au centre.

**Considérant** que malgré la prise de l'arrêté municipal du 29 mars 2022 susvisé, plusieurs procès-verbaux de contravention à cet arrêté ont été dressés, constatant notamment :

- la présence de groupes d'individus stagnant sur le trottoir du secteur concerné et empêchant la circulation des piétons et obligeant des femmes avec des poussettes à circuler sur les voies réservées aux véhicules,
- la présence de groupes d'individus écoutant de la musique, parlant fort, ou criant pour annoncer la présence de la police municipale sur un point de vente de produits stupéfiants, générant ainsi des nuisances sonores gênant les riverains,

Considérant qu'en tout état de cause, la consommation d'alcool ou de drogue est un facteur de désinhibition favorisant le non-respect des gestes barrières devant être respectés pour limiter la propagation reprise de l'épidémie de COVID-19,

**Considérant** qu'il appartient au Maire de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir ces troubles de voisinage ainsi que ces atteintes à la salubrité et à l'ordre publics ainsi qu'à la sécurité tant publique que des personnes,

## **ARRETE**

**ARTICLE 1er** – Tous regroupements et attroupements de personnes entraînant des occupations abusives, prolongées du domaine public, entravant la libre circulation des personnes et des véhicules, générant des troubles de voisinage et portant atteinte à la tranquillité, à la salubrité ou à l'ordre publics ou à la sécurité publique ou des personnes sont interdits de 17 heures à 6 heures du matin, du 1<sup>er</sup> octobre 2022 et jusqu'au 31 mars 2023, sur le périmètre tel qu'annexé au présent arrêté et délimité :

- par l'allée des Six Chapelles jouxtant le jardin Pierre de Montreuil au sud,
- par le passage du Moulin Choisel et la portion de la rue Jean Jaurès reliant la place du Caquet à la rue de Strasbourg au nord,
- par la rue de l'Emaillerie et la place Saint Eloi à l'ouest,
- par la rue de Strasbourg à l'est,
- et par les passages Saint-Barthélemy, Pierre Abélard et Héloïse au centre.

**ARTICLE 2** – Cette interdiction ne s'applique pas aux regroupements et attroupements de personnes :

- liés à des fêtes locales ou à des manifestations dûment autorisées,
- sur les terrasses des établissements régulièrement autorisées (bars, restaurants, etc.).

**ARTICLE 3** – Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire ou agent de force publique habilité à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.


**ARTICLE 4** – Le présent arrêté est exécutoire de plein droit à compter de sa publication sur le site internet de la Mairie de Saint-Denis, conformément au III de l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales et de sa transmission à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis.

**ARTICLE 5** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Denis ainsi que d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut

être également saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Il est rappelé que l'absence de réponse dans un délai de deux mois au recours gracieux vaut rejet implicite, lequel peut, lui-même, être contesté dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif.

**ARTICLE 6** – Madame la Directrice Générale des Services de la Ville de Saint-Denis, Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis, Madame la Commissaire de Police de Saint-Denis, Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Bobigny et Monsieur le Directeur de la police municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera transmise à Monsieur la Sous-Préfet.

Fait à Saint-Denis, le 30 SEP. 2022

 LE MAIRE  
Mathieu HANOTIN

### Annexe cartographique : plan du secteur visé

Le présent arrêté s'applique au périmètre indiqué par le surlignage jaune sur la carte ci-dessous.

